

Pays : République Tchèque et Slovaquie

Commission : Conseil des ministres du Commerce et de l'industrie

Problématique : Comment concilier des accords de libre-échange de l'UE et respect de l'environnement dans la relance du commerce international hors UE ?

Chère délégués, honorable présidence.

La République Tchèque ainsi que la Slovaquie sont ravies de participer à cet Euromad 2022.

La République Tchèque est une république parlementaire se trouvant en Europe centrale, ainsi la Pologne, l'Autriche, l'Allemagne, et la Slovaquie sont ses pays voisins. Le gouvernement de notre pays est dirigé par Andrej Babiš et notre président est Miloš Zeman depuis 2013. Notre capitale est Prague et notre population nationale constitue 2.1% de la population de l'UE avec 10.9 millions d'habitants avec 78 871 km² de superficie. Notre pays est membre de l'UE depuis mai 2004. Le gouvernement Slovaquie est dirigé par Igor Matovic et notre présidente est par Zuzana Caputova depuis 2019. Notre ministre de l'Environnement est László Sólymos. La Slovaquie se trouve en Europe centrale. Ses voisins sont la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, l'Ukraine et l'Autriche. La capitale de la Slovaquie est Bratislava. Notre population constitue 1.1% de la population de l'UE avec 5.459 millions d'habitants et une superficie de 49 034 km². Nous sommes également membre de l'UE depuis 2004.

Nos deux pays ont des politiques très similaires à cause de leur histoire qui est presque identique. Auparavant la Tchécoslovaquie, notre pays a été pacifiquement divisé en deux le 31 décembre 1992, à la suite de certains conflits politiques. La République Tchèque et la Slovaquie ont donc une histoire et politique ressemblantes, car marqués tous deux par la droite et le populisme.

Aujourd'hui le commerce international représente 80% du PIB tchèque, les exportations en 2018 ont été destinées à l'UE 28 à hauteur de 87%, dont 66,4% vers la zone euro. De plus depuis 2009, la croissance économique de la Slovaquie est tirée par ses exportations et la part du commerce extérieur dans le PIB reste également très élevée, à 185%, faisant de la Slovaquie le troisième pays le plus ouvert de l'UE. Le pays représente une plate-forme de réexportation pour l'industrie automobile européenne (25,7% des exportations totales du pays en 2018). Même si la pandémie du covid 19 a vu baisser ces chiffres, une relance économique devrait se mettre en place et pourquoi pas être améliorée par cette relance commerciale tout en respectant le principe du libre échange qui vise à favoriser le développement du commerce international en supprimant les barrières nationales tarifaires et non tarifaires susceptibles de restreindre l'importation des biens et des services.

La République tchèque ainsi que la Slovaquie ont progressé dans le découplage des prélèvements d'eau douce, de la consommation d'énergie et des émissions de GES (Gaz à Effet de Serres) et d'autres polluants atmosphériques par rapport à la croissance économique. En raison de son solide socle industriel et de sa dépendance au charbon, elle fait toutefois partie des pays à plus forte intensité d'énergie et de carbone de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques), et la pollution atmosphérique y suscite d'importantes préoccupations pour la santé publique. Et l'on sait effectivement que l'expansion des échanges mondiaux suscitent de nombreuses interrogations environnementales étant donné que ces derniers contribuent à la pollution et/ou à la dégradation de nos ressources naturelles (pollution par transfert aérien et ferroviaire). Qui, dans notre contexte actuel n'est plus envisageable si nous voulons promettre un futur à nos enfants. C'est pourquoi la relance du commerce international en dehors de l'Union Européenne est un projet ambitieux qui intéresse fortement nos deux pays.

Pour concilier à cet essor du commerce tout en étant respectant une politique environnementale, notre pays propose une taxe qui serait attribuer aux pays les plus pollueurs qui commencerait sur une échelle d'environ 5% et augmentera proportionnellement aux émissions de chaque pays. Les revenus iront à des organisations internationales de l'environnement. Ainsi, les pays propices au réchauffement climatique se verront obliger de restreindre leurs émissions en CO₂. Avec cela

s'ajouteraient une close des accords de libre-échanges qui irait en faveur des pays les moins polluants, un retour qui serait alors bénéfique pour ceux qui octroierait une économie florissante et écologique à leur pays.

Nous souhaiterions préciser que la Slovaquie respecte les objectifs fixés par le Protocole de Kyoto (1997) en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre mais a également voté en faveur de la ratification de l'accord de Paris (2015) qui va en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. La Slovaquie et la République Tchèque souhaitons donc que cette conférence soit efficace afin de trouver des solutions.

